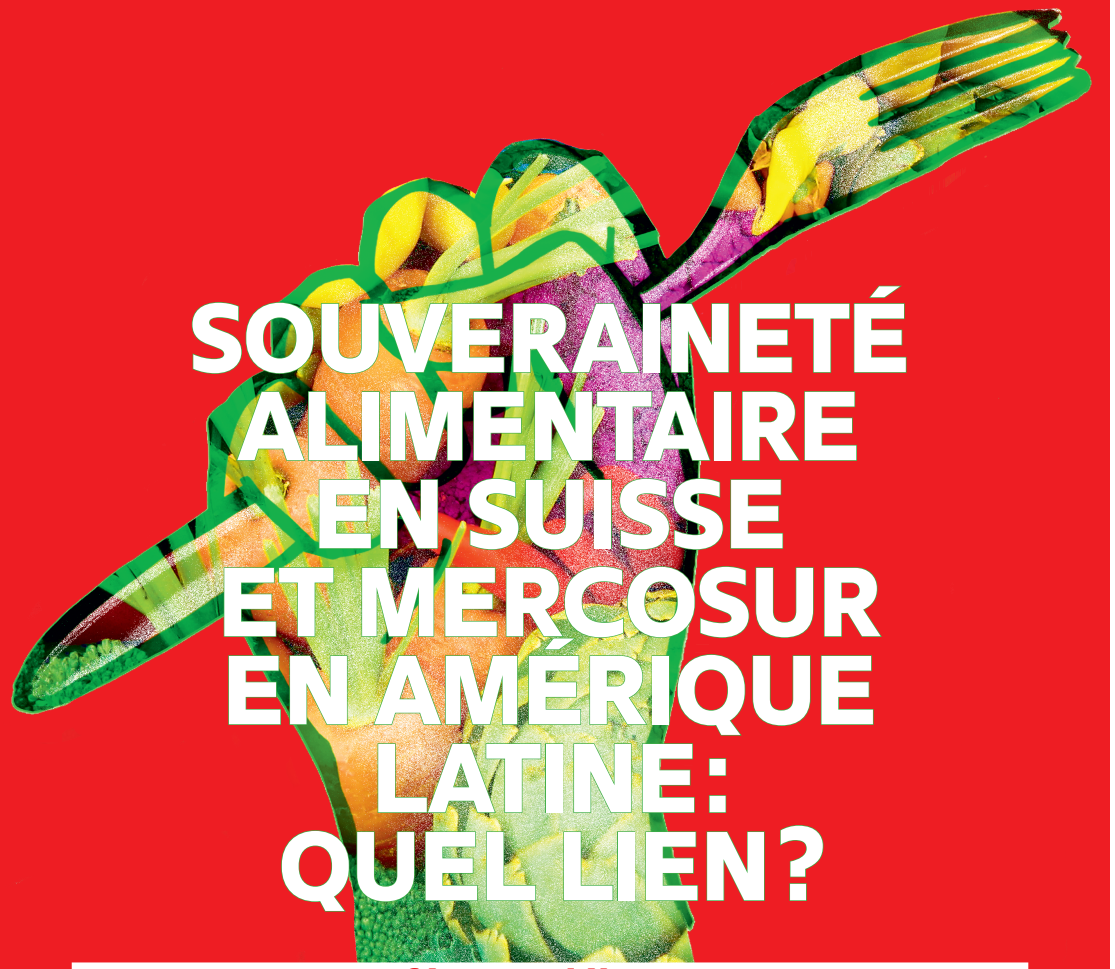

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN SUISSE ET MERCOSUR EN AMÉRIQUE LATINE : QUEL LIEN ?

Conférence-débat avec :

MICHELLE ZEFFEREY
Ethnologue et secrétaire permanente à Uniterre

CLAUDE GIROD
Agricultrice, membre de la Confédération paysanne

MARDI
11 SEPTEMBRE 2018
20 H

PÔLE SUD
LAUSANNE
ENTRÉE LIBRE

La notion de souveraineté alimentaire a été initiée et présentée par Via Campesina lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) en 1996. Elle représente le droit de chaque population à définir sa propre politique agricole et alimentaire, sans le faire au détriment d'une autre région. Elle est un outil de lutte contre l'exploitation à la fois de l'environnement et des humains.

Dans ce sens, l'initiative sur la souveraineté alimentaire, soumise à votation le 23 septembre 2018, vise une agriculture qui permette aux personnes actives d'en vivre décemment et à la population d'y avoir accès; elle demande que la Confédération favorise la création d'emplois dans l'agriculture et veille à l'amélioration des conditions de travail de la profession; elle favorise la relocalisation de la production et les échanges directs dans une optique durable et démocratique; et finalement, interdit l'utilisation d'OGM et garantit le droit à l'utilisation de semences par les paysan·ne·s.

Suite à l'échec du cycle de Doha lancé par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 2001, des accords bilatéraux et multilatéraux de libre-échange se multiplient, tel l'accord entre le Mercosur (Marché commun de plusieurs pays de l'Amérique du Sud) et l'UE (Union européenne). L'USP (L'Union Suisse des Paysans) a boycotté le sommet en février en dénonçant le manque de transparence dans les négociations et craignant le démantèlement de l'agriculture suisse. Aucune mesure de compensation n'est prévue pour compenser la réduction de la protection douanière qu'impliquent ces accords.

Cet accord de libre-échange ne se situe-t-il pas à l'opposé de la souveraineté alimentaire ? Au niveau écologique, l'augmentation de la production de soja pour le bétail européen pourrait s'avérer être une menace majeure pour l'environnement en Amérique du Sud. Au niveau social, l'intensification de la production et de l'exportation d'éthanol et de soja vers l'Europe risquent de favoriser l'accaparement de terres par des grands groupes et l'expulsion des petits paysans. Au plan économique, la possibilité de se fournir en semences paysannes et de privilégier les marchés locaux sont en jeu. La tendance n'irait-elle pas vers une re-primarisation de l'économie latine qui se réduirait principalement à l'exportation de matières premières comme lors de l'époque coloniale ? Qu'en est-il du principe de la concurrence ou de la solidarité entre les paysan·ne·s au niveau national et international ?

solidaritéS est un mouvement politique anticapitaliste, féministe et écosocialiste actif notamment à Genève, Vaud, Neuchâtel et Fribourg.

Nous publions le bimensuel de 16 pages *solidaritéS*, qui relate l'actualité locale et internationale.

Nous participons à des coalitions électorales qui regroupent plusieurs forces à gauche du Parti socialiste et des Verts.

Rejoignez-nous !

solidaritéS Vaud
5 place Chaudron
1004 Lausanne
vaud@solidarites.ch
solidarites.ch/vaud
facebook.com/solidarites.vaud